

*El Salvador*

100 millions et consistent en grande partie en produits manufacturés dont la fabrication emploie une main-d'œuvre nombreuse.

● (1600)

Pour ce qui est de l'aide au développement, malgré l'absence de liens politiques étroits, le Canada a reconnu les besoins pressants de la région et compte parmi les plus grands pays bienfaiteurs de l'Amérique centrale car il a fourni plus de 60 millions de dollars en aide bilatérale depuis 1972. Le Canada a concentré la plus grande partie de son aide au Honduras et au Salvador qui sont les pays les plus pauvres de la région.

Le Salvador et le Honduras sont des pays de programmes. Le Guatemala est un pays de projets, et le Costa Rica et le Nicaragua ont droit à des fonds qui sont distribués uniquement par l'ambassade. Le cabinet a accepté que le Nicaragua devienne un pays de projets à compter d'avril de cette année. On laisse en ce moment s'épuiser l'aide accordée au Guatemala suite au tremblement de terre de 1976 à cause de la violence grandissante qui secoue ce pays, et on a suspendu la planification de nouveaux projets pour le Salvador à cause de la guerre civile.

Quelle conclusion tirer de tout cela quand il s'agit de définir la politique du Canada à l'égard de la région? Par contraste avec sa politique à l'égard des pays voisins dans les Caraïbes et membres du Commonwealth, où le Canada est depuis longtemps considéré comme une importante puissance extérieure, notre pays n'a pas de compétence spéciale dans les affaires de l'Amérique centrale et n'est pas aussi bien placé que certains pays de la région comme le Venezuela ou le Mexique pour exercer une influence positive sur l'évolution de la région. De même, l'intérêt du Canada, bien qu'important et grandissant, n'y a pas le même ordre d'importance qu'ailleurs en Amérique latine, par exemple au Mexique, au Venezuela et au Brésil. Nous partageons, bien sûr, l'inquiétude de la collectivité internationale, mais nous n'avons pas plus d'obligation que les autres États d'assurer un rôle de premier plan pour résoudre le conflit.

Pour en revenir maintenant tout particulièrement au Salvador, le Canada n'a jamais eu d'importants liens bilatéraux avec ce pays; nous n'y avons pas d'ambassadeur. Nous avons cependant été amenés ces dernières années à fournir une aide au développement étant donné les pressants besoins économiques de sa population.

Les problèmes fondamentaux du Salvador, qui a la plus forte densité de population et le plus faible revenu par habitant de tous les pays de l'Amérique centrale, découlent du fait que ses habitants ont dangereusement besoin de développement économique et de justice sociale dont les privent depuis bien des décennies toute une série de gouvernements autoritaires.

A l'instar de nombreux autres pays, le Canada a applaudi au renversement de la dictature du général Carlos Romero en 1979 et à l'instauration d'un gouvernement progressiste composé de civils et de militaires. La nouvelle junte adopta un certain nombre de mesures sociales et économiques destinées à réaliser une réforme sociale dont le besoin était criant. C'est ainsi que furent nationalisés les banques et le commerce extérieur. La junte entreprit également un programme de réforme agraire qui faisait cruellement défaut et appliqua d'autres mesures ayant pour but de répondre davantage aux besoins politiques, sociaux et économiques de la population.

Le nouveau gouvernement ne connut pas beaucoup de succès dans la réalisation de ses louables objectifs. Il dut faire face tant au sein des forces assurant sa propre sécurité qu'à l'extérieur du gouvernement, à une opposition sans cesse croissante de la part d'éléments extrémistes de droite souvent financés par des partisans exilés de l'ancien régime, qui s'opposaient au programme de réforme, et de la part de mouvements de gauche qui jugeaient trop lente la mise en œuvre de la réforme ou qui sentaient leur propre influence politique menacée. Durant l'année 1980, ces adversaires de la gauche et de la droite recoururent à des tactiques d'intimidation ainsi qu'à des attaques de plus en plus vives contre le gouvernement. Ils se rendirent coupables d'un nombre croissant d'assassinats, de tortures et d'autres atrocités qui alarmèrent l'opinion mondiale.

En décembre 1980, la junte civile et militaire se lança dans une réorganisation interne destinée à accélérer la réalisation de ses objectifs politiques et sociaux, et M. Jose Napoleon Duarte, un démocrate chrétien respecté, fut nommé à la présidence. En 1972, M. Duarte avait remporté une des rares élections régulières qui aient été tenues au Salvador, mais un putsch militaire l'empêcha de prendre le pouvoir. On le considère généralement comme l'homme le plus apte à diriger un gouvernement réformiste à l'heure actuelle. Le président Duarte s'est engagé à remettre 40 p. 100 des terres du pays entre les mains de petits propriétaires terriens, à conduire d'autres réformes sociales, à tenir des élections libres en 1982—c'est-à-dire trois ans avant le régime socialiste du Nicaragua—ainsi qu'à amnistier les guérilleros de gauche emprisonnés. Le gouvernement du président Duarte a destitué un certain nombre d'officiers militaires accusés d'avoir violé les droits de la personne et a tout récemment ordonné l'arrestation d'un major de droite bien connu, qui était à la retraite et qu'on accusait d'avoir tramé un coup d'état militaire. Malheureusement, le gouvernement du président Duarte a dû subir les attaques et de la droite et de la gauche, si bien que les tragédies humaines et les pertes de vies se multiplient avec la même intensité.

Lorsqu'il est question de la situation actuelle au Salvador, il est important de bien situer les événements dans le contexte historique que j'ai esquissé tout à l'heure et de se rappeler que, quels que soient ses défauts et ses faiblesses, le gouvernement salvadorien est encore le gouvernement légitime et reconnu comme tel aux Nations Unies par le Canada et tous les autres pays. Même si l'on ne s'entend pas sur l'aptitude du gouvernement Duarte à réaliser les objectifs qu'il s'était fixés pour une réforme politique, sociale et économique, nous estimons, comme de nombreux gouvernements d'Europe de l'Ouest et d'Amérique latine, que, dans les circonstances actuelles, ce gouvernement constitue sans doute la voie la plus accessible par laquelle les Salvadoriens puissent trouver des solutions démocratiques à leurs problèmes politiques, économiques et sociaux, si l'on arrive à calmer les extrémistes tant de gauche que de droite.

Depuis le début, le gouvernement du Canada déplore la violence inutile au Salvador et demande que le peuple salvadorien puisse régler ses difficultés politiques et économiques dans la paix et la démocratie, sans intervention étrangère. D'autres gouvernements ont aussi adopté cette position, comme en témoignent les communiqués que j'ai mentionnés à la Cham-